

## Logement : l'hypocrisie des pleurs et des discours

28 septembre 2005



Bengali, Gagny, Vamury, Mamadou, Papi, Mara, Hawa, Fatou Niamé, Ada Touré, Fanta, Maimouna, Fatou Mami, Mamoo, Abi : la mort de ces enfants, le 26 août, dans l'incendie qui a ravagé leur immeuble insalubre, boulevard Vincent-Auriol, à Paris, illustre l'importance d'être bien né dans notre société et l'ampleur des écarts qui séparent les individus.

Ils ne sont pas morts de « surpopulation » et d'être là « où ils n'auraient jamais dû être », comme a dit un ministre dont mieux vaut taire le nom dans pareille occasion. Ils sont, plus simplement, morts de pauvreté. Morts de ne pas avoir eu la chance d'avoir des parents capables de leur offrir un toit plus digne.

L'émotion, qui a frappé le pays du fait de la succession d'incendies, est bien en deçà du mouvement qu'elle aurait dû entraîner. Pour une raison simple : ces enfants ont le double handicap d'être pauvres et noirs. Songe-t-on simplement à la répercussion qu'aurait causée le décès d'enfants blancs ?

Quelqu'un aurait-il osé employer le terme de « surpopulation » ?

La situation de ces enfants est le résultat de la montée du chômage et de vingt-cinq ans d'incurie en matière de politique du logement. De grands discours ont, durant des années, masqué une absence de volonté politique, Etat et collectivités locales se renvoyant la balle. Demain, tout laisse à penser que la politique de l'autruche reprendra.

Or, il faut agir, et vite. Pas seulement pour mettre fin à l'insalubrité, mais pour toutes les familles qui vivent dans des conditions de logement dégradées. Les outils actuels sont notoirement insuffisants, que ce soit la loi solidarité et renouvellement urbains votée par la gauche, ou le plan de cohésion sociale voté par la droite. Puisque les acteurs locaux (sauf exception) ne jouent pas le jeu, l'Etat doit reprendre en main les cartes du logement au nom de la collectivité et construire.

Contrairement à l'adage mitterrandien, il faut privatiser quand le privé fait mieux que le public et nationaliser quand seul l'Etat peut faire le travail. C'est aujourd'hui la seule façon, avec le contrôle des prix des loyers, pour agir sur l'ensemble du marché. Les moyens ne manquent pas : de 2000 à 2005, notre pays a cédé aux plus aisés 50 milliards d'euros en baisses d'impôts. Imagine-t-on le nombre de taudis qui auraient pu être rebâti avec cette somme ? C'est l'équivalent de dix ans de budget total du logement. Quant aux crédits de lutte contre l'insalubrité et le saturnisme inscrits au budget de l'Etat, ils s'élèvent à 13 millions d'euros !

Bengali, Vamury et les autres sont morts d'une absence de volonté politique, dont il y a fort à parier qu'elle perdurera. L'ampleur des nouvelles baisses d'impôts présentées par Dominique de Villepin pour 2007 contraste tristement avec les moyens du logement social. A Paris, on avait libéré des moyens et du foncier pour les Jeux olympiques : l'utilisera-t-on pour construire des logements sociaux ? A l'évidence, non.

L'hypocrisie française va au-delà du seul logement. Mohamed, Cindy ou Thomas, la France se moque de la même façon de dizaines de milliers de ces enfants à qui elle va apprendre La Marseillaise, mais à qui elle n'offrira jamais la chance d'une insertion digne dans la société. Parée de son bel élitisme républicain, elle a mis ses moyens dans des établissements haut de gamme, réservés à une minorité sociale que sont les grandes écoles. Elle se moque bien, en réalité, d'ouvrir l'accès au savoir.

Désormais, les beaux quartiers des centres-villes rassemblent ces familles conservatrices de droite ou de gauche qui se paient de discours mais n'ont pas grand-chose à faire, au fond, des plus démunis. Les mêmes qui s'inquiètent, à chaque scrutin, de la montée de l'extrême droite.

Louis Maurin est directeur de l'Observatoire des inégalités. Article paru dans Le Monde, le 6 septembre 2005.

Photo / Fotolia

- 
- Emplacement :
  - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Logement-l-hypocrisie-des-pleurs-et-des-discours>